

Jeudi 19 décembre 2013

Communiqué de presse

Karine Berger, secrétaire nationale à l'Economie

Lois de finances pour 2014 et rectificative pour 2013 : effort d'économies sans précédent et financement assuré des priorités

Les députés viennent d'adopter définitivement le budget 2014 et le projet de loi de finances rectificative 2013. C'est une victoire pour le président de la République et son gouvernement que de voir confirmées les orientations, prises dès le début du quinquennat, de redresser notre pays tout en assurant le financement des priorités que sont la relance de l'emploi, l'éducation et la jeunesse, le relèvement de nos entreprises par l'investissement et l'innovation.

Ces budgets sont marqués par un tournant dans la lutte contre l'évasion fiscale des grandes entreprises en obligeant notamment le dépôt préalable des schémas d'optimisation vendus par les cabinets de conseil et en modifiant la notion d'abus de droit fiscal, ce qui obligera les entreprises multinationales à payer l'impôt dû sur notre territoire.

Tout en réalisant 15 Mds d'€ d'économies dans le budget de l'Etat, des collectivités locales et de tous les opérateurs publics, le budget 2014 met en place des mesures concrètes de soutien au pouvoir d'achat en revenant sur le gel du barème de l'impôt sur le revenu voté par l'ancienne majorité, en revalorisant la décote pour les ménages modestes de 5%, en revalorisant le revenu fiscal de référence de 4%, mais aussi en baissant la TVA sur les travaux de rénovation énergétique, en supprimant les taxes associées à la saisine d'un juge, ou en maintenant la réduction d'impôt pour les frais de scolarité.

Le budget poursuit l'effort sans précédent sur la politique de l'emploi, et notamment de l'emploi des jeunes, mais aussi pour la compétitivité des entreprises avec les investissements d'avenir (12 milliards d'€ de crédits sont dégagés) ou encore en débloquant 300 millions d'€ en prêts remboursables pour le retournement des ETI en difficulté.

Ces budgets sont la preuve de la constance d'action et de la persévérance du président de la République et de son gouvernement en direction du redressement de notre économie, de la relance de l'emploi, de l'investissement dans notre jeunesse et de la préservation de notre modèle social et de la solidarité.